



## **ARRETE MUNICIPAL n° 2023-014**

### **portant actualisation de la régie recettes du restaurant scolaire**

**Le Maire de GRESY-SUR-AIX,**

**VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment l'article 22 ;

**VU** le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

**VU** les articles R 1674-1 à R 1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

**VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

**VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 28 mars 2014, autorisant le Maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales,

**VU** l'arrêté n° 254 - 2014 du 11 juillet 2014 instituant une régie de recettes, pour le restaurant scolaire et les activités périscolaires,

**VU** les arrêtés 238-2015 et 18-2016 portant extension et modification de la régie de recette restaurant scolaire,

**CONSIDERANT** la nécessité de mettre à jour l'arrêté en cohérence avec les anomalies relevées dans le procès-verbal du 11 octobre 2022,

**VU** l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 02/12/2022,

### **ARRETE :**

**Article 1** – Le présent arrêté annule et remplace les précédents

**Article 2** – Il est institué une régie de recettes auprès des services de la vie scolaire de la commune de Grésy-sur-Aix.

**Article 3 :**

Cette régie est installée à la mairie de Grésy-sur-Aix, 1 place de la mairie, 73100 GRESY SUR AIX.

**Article 4** – Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Prélèvements,
- Numéraires,
- Chèques bancaires
- Internet

Elles sont perçues contre remise à l'utilisateur d'une facture et d'une quittance en cas de paiement en numéraire.

**Article 5** – Chaque mois le régisseur décompte les repas pris au cours de la période et transmet la facture par internet, exceptionnellement par courrier. Le redevable a 15 jours maximum pour régler la totalité de sa dette. A défaut, une relance est initiée par le régisseur. Sans paiement au terme d'un nouveau délai de 15 jours, un titre de recette sera émis.

**Article 6** – Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur à qualité auprès de la DDFIP de la Savoie.

**Article 7** – Un fonds de caisse d'un montant de 30 € est mis à disposition du régisseur.

**Article 8** – Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 35 000 €.

**Article 9** – Le régisseur est tenu de verser auprès du comptable public le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 8 et au minimum une fois par mois.

**Article 10** – Le régisseur verse auprès du comptable public la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois.

**Article 11** – Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**Article 12** – Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**Article 13** – L'intervention de mandataires à lieu dans les conditions fixées par l'acte de nomination.

**Article 14** – Le mandataire suppléant ne percevra pas d'indemnité de responsabilité.

**Article 15** – Le Maire de Grésy-sur-Aix et le Comptable Public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Grésy-sur Aix, le 23 janvier 2023

Le Maire,  
Florian MAITRE



Affiché/publié le : 30/01/2023  
Certifié exécutoire le : 30/01/2023

En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai